



# BNP PARIBAS

## **CINQUIEME AMENDEMENT AU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL 2019**

**DEPOSE AUPRES DE L'AMF LE 2 SEPTEMBRE 2020**

Document d'enregistrement universel et rapport financier annuel 2019 déposé auprès de l'AMF le 3 mars 2020, sous le numéro D. 20-0097 et approuvé le 25 juin 2020 par l'AMF, sous le numéro d'approbation R.20-011.

Premier Amendement au Document d'enregistrement universel et rapport financier annuel 2019 déposé auprès de l'AMF le 30 mars 2020, sous le numéro D. 20-0097-A01 et approuvé le 25 juin 2020 par l'AMF, sous le numéro d'approbation R.20-011.

Second Amendement au Document d'enregistrement universel et rapport financier annuel 2019 déposé auprès de l'AMF le 5 mai 2020, sous le numéro D. 20-0097-A02 et approuvé le 25 juin 2020 par l'AMF, sous le numéro d'approbation R.20-011.

Troisième Amendement au Document d'enregistrement universel et rapport financier annuel 2019 déposé auprès de l'AMF le 25 juin 2020, sous le numéro D. 20-0097-A03 et approuvé le 25 juin 2020 par l'AMF, sous le numéro d'approbation R.20-011.

Quatrième Amendement au Document d'enregistrement universel et rapport financier annuel 2019 déposé auprès de l'AMF le 31 juillet 2020, sous le numéro D. 20-0097-A04

Société anonyme au capital de 2 499 597 122 euros  
Siège social : 16 boulevard des Italiens, 75009 PARIS  
R.C.S. : PARIS 662 042 449

<b>1. APPROBATION PAR L'AMF DU 4<sup>EME</sup> AMENDEMENT ET DU 5<sup>EME</sup> AMENDEMENT AU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL 2019</b>	<b>3</b>
<b>2. RISQUES ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES – PILIER 3 (NON AUDITES)</b>	<b>4</b>
<b>3. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>7</b>
<b>4. RESPONSABLE DU CONTROLE DES COMPTES</b>	<b>8</b>
<b>5. RESPONSABLE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL</b>	<b>9</b>
<b>6. TABLES DE CONCORDANCES</b>	<b>10</b>



Ce cinquième amendement au document d'enregistrement universel 2019 a été déposé le 2 septembre 2020 auprès de l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente au titre du règlement (UE) n°2017/1129, sans approbation préalable conformément à l'article 9 dudit règlement.

Le document d'enregistrement universel peut être utilisé aux fins d'une offre au public de titres financiers ou de l'admission de titres financiers à la négociation sur un marché réglementé s'il est complété par une note relative aux titres financiers et le cas échéant, un résumé et tous les amendements apportés au document d'enregistrement universel. L'ensemble est approuvé par l'AMF conformément au règlement (UE) n°2017/1129.

Le présent URD peut faire partie de tout prospectus de l'Emetteur composé de documents séparés au sens du Règlement Prospectus.

# 1. APPROBATION PAR L'AMF DU 4<sup>ÈME</sup> AMENDEMENT ET DU 5<sup>ÈME</sup> AMENDEMENT AU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL 2019



## 1.1 Approbation du 4<sup>ème</sup> amendement au document d'enregistrement universel 2019 :

Le 4<sup>ème</sup> Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 a été approuvé le 2 septembre 2020 par l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente au titre du règlement (UE) 2017/1129.

L'AMF approuve ce document après avoir vérifié que les informations qu'il contient sont complètes, cohérentes et compréhensibles. Le 4<sup>ème</sup> Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 porte le numéro d'approbation suivant : R. 20-020.

Cette approbation ne doit pas être considérée comme un avis favorable sur l'émetteur faisant objet du document d'enregistrement universel.

Le 4<sup>ème</sup> Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 peut être utilisé aux fins d'une offre au public de titres financiers ou de l'admission de titres financiers à la négociation sur un marché réglementé s'il est complété par une note d'opération et, le cas échéant, un résumé et ses suppléments. L'ensemble alors formé est approuvé par l'AMF conformément au règlement (UE) 2017/1129. Le 4<sup>ème</sup> Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 peut faire partie de tout prospectus de l'Émetteur composé de documents séparés au sens du Règlement Prospectus.

Il est valide jusqu'au 2 septembre 2021 et, pendant cette période et au plus tard en même temps que la note d'opération et dans les conditions des articles 10 et 23 du règlement (UE) 2017/1129, devra être complété par un amendement au document d'enregistrement universel en cas de faits nouveaux significatifs ou d'erreurs ou inexactitudes substantielles.

## 1.2 Approbation du 5<sup>ème</sup> amendement au document d'enregistrement universel 2019 :

Le 5<sup>ème</sup> Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 a été approuvé le 2 septembre 2020 par l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente au titre du règlement (UE) 2017/1129.

L'AMF approuve ce document après avoir vérifié que les informations qu'il contient sont complètes, cohérentes et compréhensibles. Le 5<sup>ème</sup> Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 porte le numéro d'approbation suivant : R. 20-020.

Cette approbation ne doit pas être considérée comme un avis favorable sur l'émetteur faisant objet du document d'enregistrement universel.

Le 5<sup>ème</sup> Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 peut être utilisé aux fins d'une offre au public de titres financiers ou de l'admission de titres financiers à la négociation sur un marché réglementé s'il est complété par une note d'opération et, le cas échéant, un résumé et ses suppléments. L'ensemble alors formé est approuvé par l'AMF conformément au règlement (UE) 2017/1129. Le 5<sup>ème</sup> Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 peut faire partie de tout prospectus de l'Émetteur composé de documents séparés au sens du Règlement Prospectus.

Il est valide jusqu'au 2 septembre 2021 et, pendant cette période et au plus tard en même temps que la note d'opération et dans les conditions des articles 10 et 23 du règlement (UE) 2017/1129, devra être complété par un amendement au document d'enregistrement universel en cas de faits nouveaux significatifs ou d'erreurs ou inexactitudes substantielles.

### 3. RISQUES ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES – PILIER 3 (NON AUDITES)

#### Facteurs de risque

Le facteur de risque, aux pages 276 à 288 du Document d'enregistrement universel « Les épidémies et pandémies, y compris la pandémie de coronavirus en cours (COVID-19) et leurs conséquences économiques, peuvent affecter négativement les activités, les opérations, les résultats et la situation financière du Groupe » est révisé comme indiqué ci-dessous :

#### 7.1 Les épidémies et pandémies, y compris la pandémie de coronavirus en cours (COVID-19) et leurs conséquences économiques, peuvent affecter négativement les activités, les opérations, les résultats et la situation financière du Groupe.

Depuis son apparition en Chine en Décembre 2019, une nouvelle souche du coronavirus (COVID-19) s'est transformée en pandémie et s'est propagée dans de nombreux pays à travers le monde, avec une forte concentration de cas dans de nombreux pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités. La pandémie et les mesures gouvernementales prises pour y répondre (fermetures de frontières, restrictions de déplacements, mesures de confinement...) ont eu et continueront d'avoir un impact important, direct et indirect, sur l'activité économique et les marchés financiers à l'échelle mondiale. En particulier, les forts ralentissements des économies dans de nombreuses régions ainsi que la réduction des échanges commerciaux mondiaux ont eu et pourront continuer à avoir des effets négatifs sévères sur la conjoncture économique mondiale, à mesure que la production mondiale, les investissements, les chaînes d'approvisionnement et les dépenses de consommation sont et continueront d'être affectés.

Face aux conséquences économiques et de marché négatives de la pandémie, divers gouvernements et banques centrales ont pris ou annoncé des mesures pour soutenir l'économie (systèmes de garantie de prêts, reports d'échéances fiscales, couverture élargie du chômage...) ou pour améliorer la liquidité sur les marchés financiers (achats d'actifs accrus, lignes de financement...). Le Groupe a relayé et continue de relayer ces mesures et d'accompagner ses clients notamment dans les réseaux de Domestic Markets, ainsi que par une participation active au programme de garantie des prêts du gouvernement français (en conservant 10 à 30% du risque, selon la taille de l'emprunteur). Rien ne permet toutefois de garantir que de telles mesures suffiront à compenser les effets négatifs de la pandémie sur l'économie régionale ou mondiale, à atténuer les récessions régionales ou mondiales (qui se produisent actuellement ou sont généralement prévues) ou à stabiliser les marchés financiers, pleinement et durablement. L'environnement économique pourrait bien se détériorer encore avant de commencer à s'améliorer.

Le Groupe est exposé aux risques liés à la pandémie et à ses conséquences économiques et de marché en raison de sa sensibilité générale inhérente, en tant qu'institution financière mondiale, aux conditions macroéconomiques et aux conditions du marché, ainsi qu'aux implications spécifiques décrites ci-après.

Les résultats et la situation financière du Groupe pourraient être affectés de manière défavorable par la réduction de l'activité économique (y compris des récessions) sur ses principaux marchés. Les mesures de confinement prises dans plusieurs des principaux pays où le Groupe exerce ses activités, notamment ses marchés domestiques (France, Italie, Belgique et Luxembourg qui représentent collectivement 53% des expositions brutes de crédit du Groupe au 30 juin 2020), ont significativement réduit l'activité économique à des niveaux de récession et une prolongation substantielle de ces mesures ou leur rétablissement aurait un effet similaire. Les résultats du Groupe sont impactés par de telles mesures, en raison de la baisse des revenus et de la dégradation de la qualité des actifs d'une manière générale et dans certains secteurs spécifiques qui sont plus particulièrement affectés. Ce contexte a affecté les revenus des pôles Domestic Markets et International Financial Services, en baisse respective de 3,2% et 5,4% au premier semestre 2020 par rapport au premier semestre 2019, même si le produit net bancaire du Groupe progresse de 0,9% tiré par la très forte progression de CIB. L'impact principal de la crise sanitaire a été la hausse du coût du risque (+1,5 milliard d'euros à 2,9 milliards d'euros). Le résultat net part du Groupe s'élève à 3,6 milliards d'euros, en baisse de 18,4% par rapport au premier semestre 2019, en lien avec la hausse du coût du risque. Les secteurs les plus impactés à ce jour incluent les secteurs du voyage et du tourisme ; l'exposition du Groupe au secteur aéronautique (compagnies aériennes, bailleurs...) et au secteur du tourisme représentait chacun environ 1% de ses expositions brutes de crédit totales au 30 juin 2020. Le secteur du commerce de détail non alimentaire a été touché par les mesures de confinement ; ce secteur représente moins de 1 % des expositions brutes de crédit totales du Groupe au 30 juin 2020. Le secteur du transport et du stockage (hors transport maritime), qui représente environ 3% du total des expositions brutes de crédit totales du Groupe au 30 juin 2020, a été affecté par les mesures de confinement et la perturbation du commerce mondial. Le secteur pétrolier et gazier a également été touché par une baisse de la demande résultant de la pandémie concomitante à l'augmentation de l'offre due à la rupture temporaire de la coopération entre l'OPEP et la Russie sur les niveaux de production ; ce secteur représentait au 30 juin 2020,

environ 2% des expositions brutes de crédit totales du Groupe. Les résultats et la situation financière du Groupe pourraient être affectés de manière défavorable dans la mesure où les contreparties auxquelles il est exposé dans ces secteurs (et plus généralement dans la mesure où l'effet négatif sur la qualité du crédit est plus répandu) pourraient être affectés de manière significative et défavorable, entraînant notamment une augmentation du coût du risque du Groupe.

Un effet financier immédiat de la crise sanitaire est l'impact sur le coût du risque du Groupe reflétant des anticipations macroéconomiques basées sur plusieurs scénarios, conformément au cadre existant avant la crise sanitaire. En application de ce cadre, les scénarios macroéconomiques et en particulier les hypothèses et les prévisions du PIB sont un élément clé du calcul du coût du risque, et la crise sanitaire a conduit, entre autres, à une dégradation des hypothèses du PIB pour bon nombre de nos marchés. Le calcul du coût du risque intègre également les spécificités de la dynamique de la crise sanitaire sur le risque de crédit et de contrepartie et notamment l'impact des mesures de confinement sur l'activité économique et les effets des mesures de soutien du gouvernement et des décisions des autorités. Il comprend enfin une composante sectorielle ex-ante basée sur une revue de plusieurs secteurs sensibles (hôtels, tourisme et loisirs; commerce de détail non alimentaire (hors mobilier domestique et e-commerce), transports et logistique, et pétrole et gaz). Ces éléments ont contribué à l'augmentation substantielle du coût du risque du Groupe au premier semestre 2020 (66 points de base), et pourrait également contribuer au maintien d'un coût du risque élevé dans les trimestres à venir, en fonction des scénarios macroéconomiques et notamment des incertitudes actuelles liées à l'évolution de la pandémie et ses conséquences économiques à venir. A titre d'information, l'impact des effets de la crise sanitaire sur le coût du risque s'est élevé à 502 millions d'euros. Au deuxième trimestre 2020, l'actualisation des scénarios macro-économiques, en accord avec les principes IFRS 9, a conduit à accroître le provisionnement ex-ante des pertes attendues (y compris leur composante sectorielle) pour un montant de 329 millions d'euros. Le scénario central anticipe une reprise progressive avec un retour à un niveau de PIB comparable à 2019 vers mi-2022, sauf nouvelle crise (voir diapositive 12 de la présentation investisseurs, « Coût du risque » page 24 et note 2.h des états financiers consolidés page 133 du Quatrième Amendement au Document d'enregistrement universel 2019). De plus, l'impact de la pandémie sur les perspectives à long terme des entreprises dans les secteurs touchés, et au-delà, est incertain et peut entraîner des charges importantes sur des expositions spécifiques, qui peuvent ne pas être pleinement prises en compte par les techniques de modélisation. Enfin, l'exposition du Groupe à l'augmentation du coût du risque pourrait provenir de sa participation aux programmes de prêts garantis par le gouvernement (au titre de son exposition résiduelle) et de l'existence de périodes de moratoire limitant les mesures de protection du crédit (comme la déchéance du terme) dans le cadre de la législation d'urgence sanitaire prises dans divers marchés.

Les résultats et la situation financière du Groupe pourraient également être affectés négativement par des tendances défavorables sur les marchés financiers dans la mesure où la pandémie a conduit initialement à des conditions de marché extrêmes (pics de volatilité des marchés, forte baisse des marchés actions, tensions sur les spreads, marchés d'actifs spécifiques en suspens...), avec le maintien de la volatilité. Cette situation a eu et pourrait continuer d'avoir un impact négatif sur les activités de marché du Groupe, qui ont représenté 12% de ses revenus consolidés en 2019, entraînant des pertes de trading ou autres pertes liées au marché, telles que les restrictions sur les ventes à découvert ou la distribution de dividendes (notamment 184 millions d'euros au premier trimestre 2020 au titre des restrictions des autorités européennes pour les dividendes 2019). De plus, certains portefeuilles d'investissement (par exemple, dans les filiales d'assurance du Groupe) sont comptabilisés en valeur de marché et ont été impactés par la dégradation des conditions de marché au premier trimestre 2020 et pourraient l'être à l'avenir.

Enfin, la crise sanitaire actuelle pourrait accroître la probabilité et l'ampleur de divers risques existants auxquels le Groupe est confronté, tels que : i) la pression sur les revenus due notamment a) à une nouvelle réduction des taux d'intérêt de marché et à une prolongation probable de l'environnement de taux bas et b) à une baisse des entrées de gestion d'actifs et donc des revenus des commissions et frais ; ii) à un risque accru de dégradation des notations suite aux revues sectorielles annoncées par certaines agences de notation ; iii) à une dégradation de la liquidité du Groupe due à divers facteurs, notamment à une augmentation des tirages des clients et/ou à une baisse du solde des dépôts et iv) à des actifs pondérés plus élevés en raison de la détérioration des paramètres de risque affectant ainsi la situation de capital du Groupe.

L'incertitude quant à la durée, l'ampleur et la trajectoire à venir de la pandémie ainsi que le rythme de sortie des confinements et du relâchement des contraintes sur la mobilité et d'autres restrictions rendent difficile la prévision de l'impact global sur les économies des principaux marchés du Groupe ainsi que sur l'économie mondiale. La mesure dans laquelle les conséquences économiques de la pandémie continueront d'affecter les résultats et la situation financière du Groupe dépendra en effet en grande partie i) du moment et de l'ampleur du retour aux modes de vie, aux opérations commerciales et aux interactions économiques pré-pandémiques, ii) des effets des mesures prises jusqu'à présent ou des mesures futures qui pourraient être prises par les gouvernements et les banques centrales pour atténuer les répercussions économiques de la pandémie et iii) de la durée et de l'ampleur de la trajectoire à venir de la pandémie, y compris la perspective de vagues supplémentaires et, partant, d'une ré-institution des mesures de confinement dans les différents marchés où le Groupe exerce ses activités. Les mesures sanitaires ont eu un impact négatif sur l'activité de certains métiers et zones géographiques du Groupe, notamment au sein de

Domestic Markets et d'International Financial Services, avec une baisse des activités de flux et une moindre production de crédits (en particulier de crédits à la consommation avec la fermeture des points de vente des partenaires). Un point bas a été constaté lors des mois d'avril et mai 2020 suivi d'un rebond en juin (voir diapositive 5 de la présentation investisseurs, « Impact de la crise sanitaire » page 21 du Quatrième Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 »). En outre, bien que les mesures prises par les banques centrales et les gouvernements et les mesures de soutien prises en réponse à la pandémie aient jusqu'à présent et pourraient continuer d'aider à atténuer ses conséquences économiques et commerciales défavorables, elles ont également émis et peuvent émettre des restrictions ou des recommandations supplémentaires concernant les mesures prises par les banques (voir en particulier la recommandation émise par la Banque centrale européenne le 27 mars 2020). En particulier, elles ont limité et peuvent continuer à limiter ou chercher à limiter la flexibilité des banques dans la gestion de leur activité et en matière de distribution de dividendes et d'allocation de capital. À cet égard, la Banque a annoncé le 2 avril 2020 que son conseil d'administration proposerait à l'assemblée générale annuelle des actionnaires de suspendre le paiement du dividende initialement proposé pour 2019 et d'allouer le montant aux réserves, avec une éventuelle décision à prendre après le 1er octobre 2020 concernant une éventuelle distribution des réserves aux actionnaires. Le Groupe a pris en compte l'extension de la recommandation temporaire et exceptionnelle de la BCE, annoncée le 28 juillet 2020, de ne pas payer de dividende jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

### **3. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES :**

#### **3.1 Accessibilité de l'amendement au document d'enregistrement universel au public**

Ce document est disponible sur le site internet [www.invest.bnpparibas.com](http://www.invest.bnpparibas.com) ou sur celui de l'Autorité des Marchés Financiers [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org).

Toute personne désireuse d'obtenir des renseignements complémentaires sur le Groupe BNP Paribas peut, sans engagement, demander les documents :

- par courrier :

BNP Paribas – Finance Groupe

Relations Investisseurs et Information Financière

3, rue d'Antin – CAA01B1

75002 Paris

- par téléphone : 01 40 14 63 58

L'information règlementée est accessible sur le site : <https://invest.bnpparibas.com/information-reglementee>.

#### **3.2 Changement significatif**

A l'exception des éléments mentionnés dans l'Amendement au Document d'enregistrement universel 2019, aucun changement significatif de la situation financière du Groupe n'est survenu depuis le 30 juin 2020, aucun changement significatif défavorable des perspectives de l'émetteur et aucun changement significatif de la situation financière ou de la performance financière du Groupe n'est survenu depuis la fin de la dernière période pour laquelle des états financiers vérifiés ont été publiés et en particulier depuis la signature du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés intermédiaires en date du 30 juin 2020.

## 4 RESPONSABLE DU CONTROLE DES COMPTES :

Deloitte & Associés  
6, place de la Pyramide  
92908 Paris-La Défense Cedex

PricewaterhouseCoopers Audit  
63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Mazars  
61, rue Henri Regnault  
92400 Courbevoie

- Deloitte & Associés a été renouvelé Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 24 mai 2018 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 23 mai 2006.

Deloitte & Associés est représenté par Laurence Dubois.

Suppléant :

Société BEAS, 6, place de la Pyramide, Paris – La Defense (92), identifiée au SIREN sous le numéro 315 172 445 RCS Nanterre.

- PricewaterhouseCoopers Audit a été renouvelé en tant que Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 24 mai 2018 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 26 mai 1994.

PricewaterhouseCoopers Audit est représenté par Patrice Morot.

Suppléant :

Jean-Baptiste Deschryver, 63, rue de Villiers, Neuilly-sur-Seine (92).

- Mazars a été renouvelé en tant que Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 24 mai 2018 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 23 mai 2000.

Mazars est représenté par Virginie Chauvin.

Suppléant :

Charles de Boisriou, 28 rue Fernand Forest, Suresnes (92).

Deloitte & Associés, PricewaterhouseCoopers Audit et Mazars sont enregistrés comme Commissaires aux comptes auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes de Versailles et placés sous l'autorité du « Haut Conseil du Commissariat aux Comptes ».

## **5 RESPONSABLE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL:**

### **PERSONNE QUI ASSUME LA RESPONSABILITE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL ET DE SES AMENDEMENTS**

M. Jean-Laurent BONNAFÉ, Directeur Général de BNP Paribas

### **ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL ET DE SES AMENDEMENTS**

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la version française du 4<sup>ème</sup> amendement de l'URD 2019 déposé auprès de l'AMF le 31 juillet 2020 et la version française du 5<sup>ème</sup> amendement de l'URD 2019 déposé auprès de l'AMF le 2 septembre 2020 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion, dont une table de concordance indique le contenu en page 10 du présent amendement, présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et qu'il décrit les principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Paris, le 2 septembre 2020,

Le Directeur Général

Jean-Laurent BONNAFÉ

## 6 TABLE DE CONCORDANCE :

### 6.1 Rubriques de l'annexe I du règlement européen n°2017/1129

Afin de faciliter la lecture du présent amendement au Document d'enregistrement universel, la présente table de concordance reprend les rubriques prévues par le Règlement européen 2017/1129 (Annexe I), pris en application de la Directive dite « Prospectus 3 » et renvoie aux pages du document d'enregistrement universel 2019 et de ses amendements où sont mentionnées les informations relatives à chacune des rubriques.

	Cinquième Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 déposé auprès de l'AMF le 2 septembre 2020	Quatrième Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 déposé auprès de l'AMF le 31 juillet 2020 et approuvé le 2 septembre 2020	Troisième Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 déposé auprès de l'AMF le 25 Juin 2020 et approuvé le 25 juin 2020	Second Amendement au Document d'enregistrement universel 2019, déposé auprès de l'AMF le 5 mai 2020 et approuvé le 25 juin 2020	Premier Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 déposé auprès de l'AMF le 30 mars 2020 et approuvé le 25 juin 2020	Document d'enregistrement universel déposé auprès de l'AMF le 3 mars 2020 et approuvé le 25 juin 2020
<b>1. PERSONNES RESPONSABLES</b>						
1.1 Personne responsable du document d'enregistrement universel	9	254	7	107	6	610
1.2 Attestation de la personne responsable du document d'enregistrement universel	9	254	7	107	6	610
1.3 Attestation ou rapport attribué à une personne intervenant en qualité d'expert						
1.4 Informations provenant d'un tiers						
1.5 Approbation de l'autorité compétente	2-3	2	2-4	2	2	1
<b>2. CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES</b>	8	253	6	106		<b>608</b>
<b>3. FACTEURS DE RISQUE</b>	<b>4-6</b>	<b>215</b>		<b>76-79</b>	<b>3-4</b>	<b>276-288</b>
<b>4. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR</b>						<b>4-5</b>
<b>5. APERÇU DES ACTIVITÉS</b>						
5.1. Principales activités		3				6-16 ; 188-191 ; 592-598
5.2. Principaux marchés						6-16 ; 188-191 ; 592-598
5.3. Histoire et évolution de la société						5
5.4 Stratégie et objectifs				18 ; 37		136-138 ; 515 ; 558-568
5.5. Dépendance éventuelle						590
5.6. Eléments fondateurs de toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle						6-16 ; 114-128
5.7. Investissements						136 ; 238-241 ; 503 ; 556-557 ; 564-566 ; 591
<b>6. STRUCTURE ORGANISATIONNELLE</b>						
6.1. Description sommaire du Groupe / Organigramme		3				4 ; 6 ; 576-577
6.2. Liste des filiales importantes		187-210				249-257 ; 496-502 ; 592-597

	Cinquième Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 déposé auprès de l'AMF le 2 septembre 2020	Quatrième Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 déposé auprès de l'AMF le 31 juillet 2020 et approuvé le 2 septembre 2020	Troisième Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 déposé auprès de l'AMF le 25 Juin 2020 et approuvé le 25 juin 2020	Second Amendement au Document d'enregistrement universel 2019, déposé auprès de l'AMF le 5 mai 2020 et approuvé le 25 juin 2020	Premier Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 déposé auprès de l'AMF le 30 mars 2020 et approuvé le 25 juin 2020	Document d'enregistrement universel déposé auprès de l'AMF le 3 mars 2020 et approuvé le 25 juin 2020
<b><u>7. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT</u></b>						
7.1. Situation financière		4-77		3-71 ; 74		152 ; 154 ; 466-467
7.2. Résultat d'exploitation		66-77		61-71		114-128 ; 134-135 ; 140-146 ; 152 ; 189 ; 466
<b><u>8. TRÉSORERIE ET CAPITAUX</u></b>						
8.1. Capitaux de l'émetteur		59 ; 60 ; 86 ; 89-90 ; 175-178 ; 213-214		55 - 56 ; 74 ; 80-84		156-157 ; 491
8.2. Source et montant des flux de trésorerie		87				155
8.3. Besoins de financement et structure de financement		18-26		17		138 ; 416-430
8.4. Information concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement sur les opérations de l'émetteur						N/A
8.5. Sources de financement attendues						N/A
<b><u>9. ENVIRONNEMENT RÉGLEMENTAIRE</u></b>						267 ; 272-273
<b><u>10. INFORMATION SUR LES TENDANCES</u></b>						138
<b><u>11. PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE</u></b>						N/A
<b><u>12. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE</u></b>						
12.1. Informations concernant les membres des organes d'administration et de direction						31-43 ; 98
12.2. Conflit d'intérêt au niveau des organes d'administration et de direction						47-48 ; 61-62 ; 72-94
<b><u>13. RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES</u></b>						
13.1. Montant de la rémunération versée et avantages en nature				87-105		72-97 ; 226-233
13.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages				87-105		72-97 ; 226-233

	Cinquième Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 déposé auprès de l'AMF le 2 septembre 2020	Quatrième Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 déposé auprès de l'AMF le 31 juillet 2020 et approuvé le 2 septembre 2020	Troisième Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 déposé auprès de l'AMF le 25 Juin 2020 et approuvé le 25 juin 2020	Second Amendement au Document d'enregistrement universel 2019, déposé auprès de l'AMF le 5 mai 2020 et approuvé le 25 juin 2020	Premier Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 déposé auprès de l'AMF le 30 mars 2020 et approuvé le 25 juin 2020	Document d'enregistrement universel déposé auprès de l'AMF le 3 mars 2020 et approuvé le 25 juin 2020
<b><u>14. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION</u></b>						
14.1. Date d'expiration des mandats actuels						31-42
14.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration						N/A
14.3. Informations sur le comité d'audit et le comité des rémunérations						51-58
14.4. Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme à un régime de Gouvernement d'entreprise qui lui est applicable						44-49
14.5. Incidences significatives potentielles sur la gouvernance d'entreprise						31-42
<b><u>15. SALARIÉS</u></b>						
15.1. Nombre de salariés		3				4 ; 540-541 ; 576
15.2. Actionnariat et stock-options						72-94 ; 175-176 ; 545-546
15.3. Accord prévoyant une participation des salariés au capital de l'émetteur						
<b><u>16. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES</u></b>						
16.1. Actionnaires détenant plus de 5% du capital social ou des droits de vote		251				17-18
16.2. Existence de droits de vote différents						16
16.3. Contrôle de l'émetteur						17-18
16.4. Accord connu de l'émetteur dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure entraîner un changement de son contrôle						18
<b><u>17. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES</u></b>						72-94 ; 246-247 ; 604-605
<b><u>18. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT L'ACTIF ET LE PASSIF, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR</u></b>						
18.1. Informations financières historiques, y compris les Etats financiers		4-77 ; 81-210		61-71 ; 74		4 ; 21 ; 113-258 ; 465-503 ; 613

	Cinquième Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 déposé auprès de l'AMF le 2 septembre 2020	Quatrième Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 déposé auprès de l'AMF le 31 juillet 2020 et approuvé le 2 septembre 2020	Troisième Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 déposé auprès de l'AMF le 25 Juin 2020 et approuvé le 25 juin 2020	Second Amendement au Document d'enregistrement universel 2019, déposé auprès de l'AMF le 5 mai 2020 et approuvé le 25 juin 2020	Premier Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 déposé auprès de l'AMF le 30 mars 2020 et approuvé le 25 juin 2020	Document d'enregistrement universel déposé auprès de l'AMF le 3 mars 2020 et approuvé le 25 juin 2020
18.2. Informations financières intermédiaires et autres		4-77 ; 81-210		61-71 ; 74		N/A
18.2.1 Rapport d'audit intermédiaire		211-212				
18.3. Audit des informations financières annuelles historiques						259-264 ; 504-509
18.4. Informations financières pro-forma						N/A
18.5. Politique de distribution des dividendes						21 ; 24-25 ; 115 ; 494 ; 577
18.6. Procédures judiciaires et d'arbitrage		179-180		85-86		236-237
18.7. Changement significatif de la situation financière	7	252		85	5	591
<b>19. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES</b>						
19.1. Capital social		175-178				16 ; 234-236 ; 484-487 ; 599 ; 624
19.2. Acte constitutif et statuts						599-603
<b>20. CONTRATS IMPORTANTS</b>						<b>590</b>
<b>21. DOCUMENTS DISPONIBLES</b>	<b>7</b>	<b>252</b>		<b>85</b>	<b>5</b>	<b>590</b>

En application de l'annexe I du règlement européen n°2017/1129, les éléments suivants sont inclus par référence :

- Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018 et le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2018, présentés respectivement aux pages 149 à 269 et 270 à 276 du Document de référence n° D.19-0114 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 5 mars 2019. L'information est disponible sur le lien suivant : [https://invest.bnpparibas.com/sites/default/files/documents/ddr2018-bnp\\_paribas-fr.pdf](https://invest.bnpparibas.com/sites/default/files/documents/ddr2018-bnp_paribas-fr.pdf).
- Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2017, présentés respectivement aux pages 137 à 236 et 237 à 242 du Document de référence n° D.18-0101 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 6 mars 2018. L'information est disponible sur le lien suivant : [https://invest.bnpparibas.com/sites/default/files/documents/ddr2017\\_bnp\\_paribas\\_fr.pdf](https://invest.bnpparibas.com/sites/default/files/documents/ddr2017_bnp_paribas_fr.pdf).
- Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2016, présentés respectivement aux pages 131 à 231 et 232 à 233 du Document de référence n° D.17-0132 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 7 mars 2017. L'information est disponible sur le lien suivant : <https://invest.bnpparibas.com/sites/default/files/documents/ddr2016vdef.pdf>.

## 6.2 Rapport financier semestriel

Les comptes semestriels consolidés condensés 2020 et le rapport d'examen limité au 30 juin 2020 des Commissaires aux comptes sont présentés respectivement aux pages 81 à 210 et 211 à 212 du Quatrième Amendement au Document d'enregistrement universel au 30 juin 2020 et rapport financier semestriel déposé auprès de l'AMF le 31 juillet 2020, n° 20-0097-A04.

## 6.3 Rapport financier annuel

Afin de faciliter la lecture du rapport financier annuel, la table thématique suivante permet d'identifier les principales informations prévues par l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier.

Rapport financier annuel	Page
<b>Attestation du responsable du document</b>	<b>610</b>

### Rapport de gestion

La table de concordance ci-après permet d'identifier dans le Document d'enregistrement universel déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 3 mars 2020 et approuvé par l'AMF le 25 juin 2020, les informations qui constituent le Rapport de gestion de la Société (incluant le Rapport sur le gouvernement d'entreprise) et le Rapport de gestion consolidé, telles que requises par les dispositions légales et réglementaires.

**I. Situation et activité de la Société et du Groupe**

Informations (textes de référence)	N° de page
▪ Situation de la Société et du Groupe durant l'exercice écoulé (L.232-1 II et L.233-26 du Code de commerce)	114-138 ; 152-257 ; 466-503
▪ Analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et du Groupe (L.225-100-1 du Code de commerce)	114-138 ; 152-257 ; 466-503
▪ Indicateurs clés de performance de nature financière et, le cas échéant, non financière de la Société et du Groupe (L.225-100-1 du Code de commerce)	114-148 ; 515 ; 521-522
▪ Évolution prévisible de la Société et du Groupe (L.232-1 II et L.233-26 du Code de commerce)	136-138
▪ Événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du Rapport de gestion (L.232-1 II et L.233-26 du Code de commerce)	591
▪ Activité en matière de recherche et développement de la Société et du Groupe (L.232-1 II et L.233-26 du Code de commerce)	N/A
▪ Prises de participation ou prises de contrôle dans des sociétés ayant leur siège social en France (L. 233-6 et L.247-1 du Code de commerce)	503
▪ Activité et résultats de l'ensemble de la Société, des filiales de la Société et des sociétés qu'elle contrôle par branche d'activité (L.233-6 du Code de commerce)	6-16 ; 114-135
▪ Succursales existantes de la Société (L.232-1 II du Code de commerce)	592-598
▪ Informations sur les implantations et les activités de la Société (L.511-45 et R.511-16-4 du Code monétaire et financier)	249-257 ; 592-598

**II. Facteurs de risques et caractéristiques des procédures de contrôle interne**

Informations (textes de référence)	N° de page
▪ Description des principaux risques et incertitudes auxquels la Société et le Groupe sont confrontés (L.225-100-1 du Code de commerce)	271-288
▪ Indications sur les risques financiers liés aux effets du changement climatique et mesures prises par la Société et le Groupe pour les réduire en mettant en œuvre une stratégie bas-carbone dans toutes les composantes de leurs activités (L.225-100-1 du Code de commerce)	107
▪ Objectifs et politique en matière de couverture de chaque catégorie principale de transactions de la Société et du Groupe (L.225-100-1 du Code de commerce)	412-415
▪ Exposition aux risques de prix, de crédit, de liquidité et de trésorerie de la Société et du Groupe (L.225-100-1 du Code de commerce)	323-430
▪ Principales caractéristiques des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société et le Groupe relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière (L.225-100-1 du Code de commerce)	108-112

**III. Informations concernant le capital social**

<b>Informations</b> (textes de référence)	<b>N° de page</b>
▪ Nom des personnes physiques ou morales détenant directement ou indirectement plus de 5 % du capital social ou des droits de vote et modifications intervenues au cours de l'exercice (L.233-13 du Code de commerce)	17-18
▪ Nom des sociétés contrôlées et part du capital de la Société qu'elles détiennent (L.233-13 du Code de commerce)	249-257
▪ État de la participation des salariés au capital social (L.225-102 du Code de commerce)	17-18
▪ Titres acquis par les salariés dans le cadre d'une opération de rachat d'une entreprise (L.225-102 du Code de commerce)	N/A
▪ Aliénations d'actions intervenues à l'effet de régulariser les participations croisées (L.233-29, R.233-19 du Code de commerce)	N/A
▪ Informations relatives aux opérations de rachat par la Société de ses propres actions (L.225-211 du Code de commerce)	95-97 ; 234 ; 481
▪ Ajustements éventuels pour les titres donnant accès au capital (L.225-181, L.228-99, R.225-137, R.228-91 du Code de commerce)	N/A
▪ État récapitulatif des opérations réalisées par les mandataires sociaux, les dirigeants, certains cadres de la société et des personnes avec lesquelles ils ont des liens personnels étroits au cours du dernier exercice (223-26 du règlement général de l'AMF, L.621-18-2 et R.621-43-1 du Code monétaire et financier)	94

**IV. Autres informations comptables, financières et juridiques**

<b>Informations</b> (textes de référence)	<b>N° de page</b>
▪ Informations sur les délais de paiement (L.441-6-1 et D. 441-4 du Code de commerce)	482
▪ Montant des dividendes mis en distribution au titre des trois derniers exercices et montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40 % (243 bis du Code général des impôts)	21
▪ Injonctions ou sanctions pécuniaires pour des pratiques anticoncurrentielles (L.464-2 du Code de commerce)	N/A
▪ Informations sur les instruments financiers dont le sous-jacent est constitué d'une matière première agricole et moyens mis en œuvre par la Société afin d'éviter d'exercer un effet significatif sur le cours des matières premières agricoles (L. 511-4-2 du Code monétaire et financier)	532
▪ Montant et caractéristiques des prêts financés ou distribués par la Société ou qu'ils distribuent tels que définis au III de l'article 80 de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale et bénéficiant à ce titre de garanties publiques. (L.511-4-1 du Code monétaire et financier)	N/A
▪ Rendement des actifs de la Société (R. 511-16-1 du Code monétaire et financier)	314

**V. Déclaration de performance extra-financière et plan de vigilance**

Informations (textes de référence)	N° de page
▪ Informations sur les conséquences sociales et environnementales relatives à la Société, aux filiales et aux sociétés contrôlées (L.225-102-1 et R. 225-105 du Code de commerce)	513-585
▪ Informations sur les effets de l'activité de la Société quant au respect des droits de l'Homme et à la lutte contre la corruption et l'évasion fiscale (L.225-102-1 et R. 225-105 du Code de commerce)	525 ; 569-575
▪ Informations concernant la Société, les filiales et les sociétés contrôlées et relatives : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ aux conséquences sur le changement climatique de l'activité et de l'usage des biens et services produits,</li> <li>▪ aux engagements sociétaux en faveur du développement durable, de l'économie circulaire, de la lutte contre le gaspillage alimentaire, de la lutte contre la précarité alimentaire, du respect du bien-être animal et d'une alimentation responsable, équitable et durable,</li> <li>▪ aux actions visant à lutter contre les discriminations et à promouvoir les diversités (L. 225-102-1 et R. 225-105 du Code de commerce)</li> </ul>	513-588
▪ Accords collectifs conclus dans la Société, les filiales et les sociétés contrôlées et leurs impacts sur la performance économique de la Société, des filiales et des sociétés contrôlées ainsi que sur les conditions de travail des salariés (L.225-102-1 et R. 225-105 du Code de commerce)	535-551
▪ Informations pour les sociétés exploitant au moins une installation figurant sur la liste prévue à l'article L.515-36 du Code de l'environnement (L.225-102-2 du Code de commerce)	N/A
▪ Modèle d'affaires de la Société (R. 225-105 du Code de commerce)	576-577
▪ Informations sociales, environnementales et sociétales pertinentes au regard des principaux risques et politiques de la société, de ses filiales et sociétés contrôlées (R. 225-105 II du Code de commerce)	Chapitre 7
▪ Plan de vigilance (L.225-102-4 du Code de commerce)	569-572

**VI. Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Informations (textes de référence)	N° de page
▪ Information sur la politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux (L.225-37-2 du Code de commerce)	72-77
▪ Rémunération totale et avantages de toute nature versés, au cours de l'exercice, ou attribués au titre dudit exercice à chaque mandataire social de la Société par la Société, les sociétés qu'elle contrôle ou la société qui la contrôle (L.225-37-3 du Code de commerce)	78-94
▪ Conditions de conservation des actions gratuites attribuées aux dirigeants mandataires sociaux (L.225-197-1 du Code de commerce)	N/A
▪ Conditions de levées et de conservations des options attribuées aux mandataires sociaux (L.225-185 du Code de commerce)	88
▪ Liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice (L.225-37-4 1° du Code de commerce)	31-43
▪ Conventions conclues entre l'un des mandataires sociaux de la Société et une filiale de la Société (L.225-37-4 2° du Code de commerce)	44
▪ Tableau récapitulatif des délégations en matière d'augmentation de capital (L.225-37-4 3° du Code de commerce)	95-97
▪ Modalités d'exercice de la direction générale (L.225-37-4 4° du Code de commerce)	46

▪ Composition et conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil (L.225-37-4 5° du Code de commerce)	31-42 ; 51-58
▪ Description de la politique de diversité appliquée aux membres du Conseil d'administration ainsi que des objectifs, modalités de mise en œuvre et résultats obtenus au cours de l'exercice écoulé (L.225-37-4 6° du Code de commerce)	48-49 ; 65-71
▪ Informations sur la recherche d'une représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des instances dirigeantes et résultats en matière de mixité dans les 10 % de postes à plus forte responsabilité (L.225-37-4 6° du Code de commerce)	49 ; 539 ; 570
▪ Éventuelles limitations apportées par le conseil d'administration aux pouvoirs du directeur général (L.225-37-4 7° du Code de commerce)	46
▪ Code de gouvernement d'entreprise élaboré par les organisations représentatives des entreprises auquel la Société se réfère (L.225-37-4 8° du Code de commerce)	44
▪ Modalités relatives à la participation des actionnaires à l'assemblée générale (L.225-37-4 9° du Code de commerce)	26-28
▪ Description de la procédure relative aux conventions courantes conclues à des conditions normales mise en place par la Société et de sa mise en œuvre (L.225-37-4 10° du Code de commerce)	71-72
▪ Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique (L.225-37-5° du Code de commerce)	97

**Annexes****N° de page**

▪ Tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours des 5 derniers exercices (R.225-102 du Code de commerce)	495
▪ Avis de l'organisme tiers indépendant chargé de vérifier les informations sociales et environnementales fournies dans le Rapport de gestion (L. 225-102-1 alinéa 3 et R.225-105-2 du Code de commerce)	586-588
▪ Rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise (l. 225-235 du Code du commerce).	98

**États financiers Annuels****N° de page**

▪ Comptes annuels	465-503
▪ Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	504-510
▪ Comptes consolidés	149-258
▪ Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	259-264

## 6.4 Appendice - Informations clefs concernant l'émetteur, en application de l'article 26.4 du règlement européen n°2017/1129

### Appendice - Informations clefs concernant l'émetteur, en application de l'article 26.4 du règlement européen n°2017/1129

#### 1) Qui est l'émetteur des valeurs mobilières ?

##### i. Informations générales :

Siège social : 16 boulevard des Italiens, 75009 Paris, France

Forme juridique : La Société dénommée BNP PARIBAS est une société anonyme agréée en qualité de banque en application des dispositions du Code Monétaire et Financier (Livre V, Titre 1er) relatives aux établissements du secteur bancaire.

Identifiant d'entité juridique : R0MUWSFPU8MPRO8K5P83

Droit régissant ses activités : BNP Paribas est une société de droit français et qui exerce ses activités dans de nombreux pays, tant en Europe qu'en dehors de l'Europe. Dès lors de nombreuses réglementations étrangères peuvent régir ses activités.

pays d'origine : France

##### ii. Principales activités :

BNP Paribas, leader européen des services bancaires et financiers, possède quatre marchés domestiques en banque de détail en Europe : la Belgique, la France, l'Italie et le Luxembourg.

Le Groupe est présent dans 71 pays et compte plus de 197 000 collaborateurs, dont près de 150 000 en Europe. Il détient des positions clés dans ses deux grands domaines d'activité :

- Retail Banking and Services regroupant :
  - un pôle Domestic Markets composé de :
    - Banque De Détail en France (BDDF),
    - BNL banca commerciale (BNL bc), banque de détail en Italie,
    - Banque De Détail en Belgique (BDDB),
    - Autres activités de Domestic Markets, qui inclut Arval, BNP Paribas Leasing Solutions, Personal Investors, Nickel et la Banque de Détail et des Entreprises au Luxembourg (BDEL) ;
  - un pôle International Financial Services composé de :
    - Europe Méditerranée,
    - BancWest,
    - Personal Finance,
    - Assurance,
    - Gestion Institutionnelle et Privée ;
- Corporate and Institutional Banking (CIB) regroupant :
  - Corporate Banking,
  - Global Markets,
  - Securities Services.

BNP Paribas SA est la maison mère du Groupe BNP Paribas.

**iii. Principaux actionnaires au 30 juin 2020 :**

- SFPI<sup>1</sup> : 7,7% du capital
- BlackRock Inc. : 6,1% du capital
- Grand-Duché du Luxembourg : 1,0% du capital

**iv. Identité des principaux dirigeants :**

Jean LEMIERRE : Président du Conseil d'administration de BNP Paribas  
 Jean-Laurent BONNAFÉ : Administrateur Directeur Général de BNP Paribas  
 Philippe BORDENAVE : Directeur Général délégué de BNP Paribas

**v. Identité des contrôleurs légaux des comptes :**

- **Deloitte & Associés** a été renouvelé Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 24 mai 2018 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 23 mai 2006.

Deloitte & Associés est représenté par Laurence Dubois.

Suppléant :

Société BEAS, 6, place de la Pyramide, Paris – La Defense (92), identifiée au SIREN sous le numéro 315 172 445 RCS Nanterre.

- **PricewaterhouseCoopers Audit** a été renouvelé en tant que Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 24 mai 2018 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 26 mai 1994. PricewaterhouseCoopers Audit est représenté par Patrice Morot.

Suppléant :

Jean-Baptiste Deschryver, 63, rue de Villiers, Neuilly-sur-Seine (92).

- **Mazars** a été renouvelé en tant que Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 24 mai 2018 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 23 mai 2000. Mazars est représenté par Virginie Chauvin.

Suppléant :

Charles de Boisriou, 28 rue Fernand Forest, 92150 Suresnes (92).

Deloitte & Associés, PricewaterhouseCoopers Audit et Mazars sont enregistrés comme Commissaires aux comptes auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes de Versailles et placés sous l'autorité du « Haut Conseil du Commissariat aux Comptes ».

<sup>1</sup> Société Fédérale de Participations et d'Investissement : société anonyme d'intérêt public agissant pour le compte de l'État belge.

2) Quelles sont les informations financières clés concernant l'émetteur ?

<b>Compte de résultat</b>					
	<b>Année</b>	<b>Année -1</b>	<b>Année-2</b>	<b>Intermédiaire</b>	<b>Valeur intermédiaire pour la même période de l'année précédente pour comparaison</b>
En millions d'euros	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017	30/06/2020	30/06/2019
<b>Produits d'intérêts nets</b>	21 127	21 062	21 191	10 707	10 498
<b>Commissions</b>	9 365	9 207	9 430	4 795	4 469
<b>Gains nets sur instruments financiers</b>	7 464	6 118	7 112	4 025	3 910
<b>Produit Net Bancaire</b>	44 597	42 516	43 161	22 563	22 368
<b>Coût du risque</b>	-3 203	-2 764	-2 907	-2 873	-1 390
<b>Résultat d'exploitation</b>	10 057	9 169	10 310	4 195	5 094
<b>Résultat net, part du Groupe</b>	8 173	7 526	7 759	3 581	4 386
<b>Résultat par action</b>	6,21	5,73	6,05	2,69	3,35
<b>Bilan</b>					
	<b>Année</b>	<b>Année -1</b>	<b>Année-2</b>	<b>Intermédiaire</b>	<b>Valeur intermédiaire pour la même période de l'année précédente pour comparaison</b>
En millions d'euros	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017	30/06/2020	30/06/2019
<b>Total des actifs</b>	2 164 713	2 040 836	1 952 166	2 622 988	2 372 620

<b>Dettes représentées par un titre</b>	221 336	206 359	198 646	224 303	230 086
<b><i>Dont dettes senior préférées à moyen long terme</i></b>	<b>88 466*</b>	<b>88 381*</b>	<b>88 432</b>	<b>na</b>	<b>na</b>
<b>Dettes subordonnées</b>	20 896	18 414	16 787	22 555	19 507
<b>Prêts et créances sur la clientèle</b>	805 777	765 871	735 013	828 053	793 960
<b>Dettes envers la clientèle</b>	834 667	796 548	760 941	963 183	833 265
<b>Capitaux propres (part du Groupe)</b>	107 453	101 467	101 983	111 469	104 135
<b>Créances douteuses / encours bruts **</b>	2,2%	2,6%	3,3%	2,2%	2,5%
<b>Ratio Common Equity Tier 1 (CET1)</b>	12,1%	11,8%	11,9%	12,4%	11,9%
<b>Ratio de fonds propres total</b>	15,5%	15,0%	14,8%	15,9%	15,2%
<b>Ratio de levier</b>	4,6%	4,5%	4,6%	4,0%	4,1%

(\*) Périmètre prudentiel

(\*\*) Encours dépréciés (stage 3), bilan et hors bilan, non nettés des garanties reçues, sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres sur les encours bruts sur la clientèle et les établissements de crédit, bilan et hors bilan, y compris titres au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance)

**Description succincte des réserves dans le rapport d'audit, ayant trait aux informations financières historiques : N/A**

### 3) Quels sont les risques spécifiques de l'émetteur ?

*La présentation des facteurs de risque ci-dessous, consiste en une sélection non exhaustive des principaux risques spécifiques à BNP Paribas, qui doit être complétée par un examen de l'intégralité des facteurs de risque contenus dans le prospectus, par l'investisseur.*

1. Toute augmentation substantielle des provisions ou tout engagement insuffisamment provisionné au titre du risque de crédit et de contrepartie pourrait peser sur les résultats et sur la situation financière du Groupe BNP Paribas.
2. Toute interruption ou défaillance des systèmes informatiques du Groupe BNP Paribas, pourrait provoquer des pertes significatives d'informations relatives aux clients, nuire à la réputation du Groupe BNP Paribas et provoquer des pertes financières.
3. Les fluctuations de marché et la volatilité exposent le Groupe BNP Paribas au risque de pertes substantielles dans le cadre de ses activités de marché et d'investissement.
4. Des ajustements apportés à la valeur comptable des portefeuilles de titres et d'instruments dérivés du Groupe BNP Paribas ainsi que de la dette du Groupe BNP Paribas pourraient avoir un effet défavorable sur son résultat net et sur ses capitaux propres.
5. L'accès du Groupe BNP Paribas au financement et les coûts de ce financement pourraient être affectés de manière défavorable en cas de résurgence des crises financières, de détérioration des conditions économiques, de dégradation de notation, d'accroissement des spreads de crédit des États ou d'autres facteurs.
6. Le contexte économique et financier défavorable a eu par le passé, et pourrait avoir à l'avenir, un impact sur le Groupe BNP Paribas et les marchés dans lesquels il opère.
7. Des mesures législatives et réglementaires prises ces dernières années, en particulier en réponse à la crise financière mondiale, ainsi que des nouvelles propositions de loi, pourraient affecter de manière substantielle le Groupe BNP Paribas ainsi que l'environnement financier et économique dans lequel elle opère.
8. En cas de non-conformité avec les lois et règlements applicables, le Groupe BNP Paribas pourrait être exposé à des amendes significatives et d'autres sanctions administratives et pénales, et pourrait subir des pertes à la suite d'un contentieux privé, en lien ou non avec ces sanctions.
9. Les épidémies et pandémies, y compris la pandémie de coronavirus en cours (COVID-19) et leurs conséquences économiques, peuvent affecter négativement les activités, les opérations, les résultats et la situation financière du Groupe.